

2. Vers une ouverture à la publicité?

La fédérale sur la libre circulation des avocats⁸ limite la possibilité pour les avocats de faire de la publicité. Selon l'article 12 lit. d LLCA, les avocats ne peuvent en effet faire de la publicité que pour autant que celle-ci se limite à des faits objectifs et qu'elle satisfasse à l'intérêt général. À mesure que la limitation de la publicité relève également de la déontologie, le Code de déontologie de la FSA précise, à son article 16 actuel, que l'avocat peut faire de la publicité, pour autant que celle-ci soit véridique, en rapport objectif avec son activité et respecte le secret professionnel⁹.

L'utilisation par les avocats des réseaux sociaux (professionnels ou non), les notations ainsi que le référencement sur internet n'iront sans doute pas sans poser un certain nombre de questions dans ce domaine. On relèvera d'ailleurs que la Conférence latine des Bâtonniers a émis récemment des lignes directrices¹⁰ en vue de rappeler aux avocats des cantons concernés le cadre légal et déontologique en la matière. Il y est notamment fait état de recommandations s'agissant des sites internet et noms de domaine, de l'utilisation des réseaux sociaux et des référencements sur internet (notamment l'achat de mots-clés sur Google «Google AdWords»).

Pour l'heure, le Tribunal fédéral fait une interprétation stricte de l'article 12 lit. d LLCA¹¹. Cette interprétation est selon nous vouée à évoluer avec les nouvelles technologies et l'utilisation massive des réseaux sociaux.

Pour les avocats pratiquant dans les petits cantons, on ne peut que souhaiter un élargissement permettant de prospecter une nouvelle clientèle et d'accroître l'attractivité d'une étude au niveau régional, tout en évitant de se faire trop concurrencer par de grosses études actives dans d'autres cantons et disposant de moyens publicitaires bien plus importants. On espère enfin que les Tribunaux amenés à se pencher sur l'admissibilité de la publicité des avocats prendront en compte, dans une certaine mesure, l'impact que celle-ci pourrait avoir sur la clientèle des avocats des petits cantons, sans pour autant contrevenir à la libre circulation¹².

3. Les nouvelles technologies profiteront-elles aux petites structures?

L'arrivée de nouvelles technologies constitue et constituera assurément un défi à relever pour les avocats. Reste que l'utilisation de ces technologies nécessite des investissements financiers conséquents et est susceptible de profiter davantage à de grandes études pouvant se permettre de faire appel à du personnel qualifié en la matière. Les études de petite taille semblent moins ravies de l'arrivée de la *legaltech* dans leur pratique¹³. Malgré les réticences de certains, il est clair que la profession – petites comme grandes structures – devra s'adapter à cette nouvelle façon de travailler sous peine d'être rapidement mise hors concours.

Pour les petites structures et donc pour les avocats pratiquant dans des petits cantons, il s'agira d'utiliser ces nouvelles technologies comme un atout et d'y voir une

possibilité de réduction à moyen et long terme des coûts de fonctionnement d'une étude, notamment en matière de secrétariat, moyennant un investissement initial pouvant s'avérer conséquent.

III. Conclusion

En raison de la globalisation et d'une mouvance de population à destination des centres urbains, il ne fait nul doute que la concentration du nombre d'avocat dans les grands cantons va en s'accroissant.

Si l'avenir de la profession d'avocat dans des petites structures et par conséquent dans des petits cantons peut paraître compromis – ou à tout le moins compliqué – il appartient aux avocats pratiquant dans ces cantons de s'adapter, probablement davantage que les avocats profitant de grandes structures.

Dans les petits cantons, il est donc plus que jamais temps pour les avocats de constituer de nouveaux réseaux, de travailler ensemble et de tirer profit des nouvelles technologies pour diversifier non seulement leur domaine d'activité, mais également la façon d'aborder leur métier.

La proximité avec la clientèle, les confrères et les autorités judiciaires, de même que la pluridisciplinarité et un certain goût pour le «touche-à-tout» sont autant d'avantages que les avocats pratiquant dans ces cantons doivent garder en tête lorsqu'il s'agit d'entrevoir leur avenir et de leur rappeler pour quelle raison ils ont choisi cette profession.

⁸ LLCA; RS 935.61.

⁹ D'après le projet-CSD, cette disposition ne subira pas de modification avec le nouveau Code, si ce n'est un ajout selon lequel «L'avocat.e ne peut pas contribuer à la publicité réalisée pour lui ou par elle par des tiers, lorsque celle-ci viole l'al. 2. Il ou elle doit s'assurer que les prestataires commerciaux qui font, directement ou indirectement de la publicité pour lui ou elle, respectent cette règle». Le nouveau texte sera du reste déplacé à l'article 25 projet-CSD.

¹⁰ Lignes directrices communes aux barreaux latins en matière de publicité des avocat.e.s par Internet et de permanence juridique du 4.11.2022.

¹¹ Voir notamment arrêt du tribunal fédéral 2C_259/2014 du 10.11.2014. Pour une approche critique de cet arrêt, voir J. GURTNER, *Le sponsoring d'un club sportif par un avocat: commentaire de l'arrêt du tribunal fédéral 2C_259/2014 du 10.11.2014*, in: *Revue de l'avocat* 2015, p. 293 ss.

¹² F. BOHNET/V. MARTENET estiment que la publicité à grande diffusion et touchant un public très large ne répond pas nécessairement à un besoin d'information de celui-ci; F. BOHNET/V. MARTENET, *Droit de la profession d'avocat*, Berne 2009, No 1540, p. 631.

¹³ D. SCHWANINGER et al., *Évolution et perspectives de la legaltech en Suisse*, in: *Revue de l'avocat* 2022, p. 428 ss.

DIE VERWENDUNG VON KI UND CHATGPT IM ANWALTSBERUF

SINE SELMAN

M. A. HSG in Law Rechtsanwältin, Partnerin bei Peyer Partner Rechtsanwälte, Zürich

ANNIKA BURRICHTER

MLaw LL. M. Rechtsanwältin, Associate bei Baumgartner Mächler Rechtsanwälte AG, Zürich

PASCAL HUBLI

lic. iur. LL. M. Rechtsanwalt, Partner bei Schellenberg Wittmer AG, Zürich

Stichworte: Künstliche Intelligenz, ChatGPT, Anwaltsberuf, Anwendung, Regulierung

KI und ChatGPT: Droht die Abschaffung des juristischen Handwerks oder ist ChatGPT vielmehr ein neues Instrument, welches in den Werkzeugkasten der Anwaltschaft gehört? Die Anwendung von ChatGPT erfordert einen reflektierten und kritischen Umgang. Nachdem bereits KI-Richtlinien auf nationaler und internationaler Ebene existieren, wird der Umgang mit KI demnächst auch staatlich reguliert werden.

I. Einleitung

Die Entwicklung von künstlicher Intelligenz (KI) ist in den letzten Jahren in den verschiedensten Wirtschaftsbereichen rasant fortgeschritten. Im Tätigkeitsbereich von Anwältinnen und Anwälten führt diese Entwicklung zwangsläufig zur Frage, ob KI kurz- oder mittelfristig Aufgaben übernehmen könnte, die bisher nur von Menschen erbracht wurden und werden konnten.

Im vorliegenden Aufsatz wird zunächst dargestellt, was unter künstlicher Intelligenz zu verstehen ist, und welche potenziellen Anwendungsfelder sie in der Zukunft im Alltag von Anwältinnen und Anwälten haben könnte. Besonderes Augenmerk liegt dabei auf natürlichsprachigen Anwendungen von KI, wie neuerdings ChatGPT, deren Möglichkeiten und auch deren technologieinhärenten Beschränkungen. In einem fiktiven Anwendungsbeispiel (Selbstversuch) werden sodann ebendiese Möglichkeiten und Beschränkungen von namentlich ChatGPT illustrativ aufgezeigt.

Schliesslich folgt ein Ausblick auf den Umgang mit ChatGPT in Zukunft, auf die mit der Nutzung verbundenen Chancen und Risiken und eine künftige Regulierung dieser Anwendungen.

II. Was ist KI, und wie wird sie auf die juristische Arbeit angewendet?

Für den Begriff «Künstliche Intelligenz» gibt es keine einheitliche Definition und keine Umschreibung. Ganz allgemein gesprochen bezieht sich KI auf die Fähigkeit von

Computern, komplexe Aufgaben auszuführen, die menschliche Intelligenz, sprich menschliches Lernen und Denken, erfordern.¹

Abhängig vom Anwendungsbereich kommen bei KI unterschiedlich spezialisierte KI-Algorithmen zum Einsatz. Mittels dieser Algorithmen werden in einem meist als «Training» bezeichneten Prozess in grossen Datenmengen vorhandene Muster gesucht. Aus diesem Lernprozess resultiert eine abstrakte Repräsentation der verwendeten Daten, die es erlaubt, die gefundenen Muster auf neue Informationen anzuwenden. Diese Repräsentation wird als KI-Modell bezeichnet.²

Juristische Arbeit ist – nebst dem persönlichen Umgang mit Menschen – vornehmlich Arbeit mit Text. Relevant sind für die juristische Arbeit daher KI-Modelle, die darauf trainiert wurden, mit menschlicher Sprache umzugehen. Im Training werden die Modelle darauf spezialisiert, den auf den Input passenden Text auszugeben.³ Dank dem technischen Fortschritt der letzten Jahre sind diese

¹ CATHERINE REITER, *Künstliche Intelligenz im Verwaltungsverfahren*, AJP 2022, S. 984, 985 f.

² MARIO MARTINI, *Blackbox Algorithmus – Grundfragen einer Regulierung Künstlicher Intelligenz*, Berlin 2019, S. 21.

³ <<https://towardsdatascience.com/a-gentle-introduction-to-gpt-models-e02b093a495b>>, zuletzt abgerufen am 26. 5. 2023.

KI-Modelle heute so gut darin, vorherzusagen, welche Wörter in welchem Kontext relevant sind, dass der durch sie produzierte Text nur schwer von Menschen geschriebenem Text unterschieden werden kann.

Ein ganz entscheidender Punkt für die Anwendung von KI-Modellen auf juristische Fragestellungen ist, dass die KI Sprache nicht versteht – ähnlich, wie auch ein Taschenrechner nicht versteht, wieso $1+1=2$ ist.⁴ Sprachmodelle können den Sinn eines Textes nicht interpretieren, sondern erkennen anhand der verwendeten Wörter lediglich, dass der Input bspw. eine problematische Klausel bezüglich einer Haftungsbeschränkung sein könnte. Weil die neuesten KI-Modelle mittlerweile fast fehlerfrei Wörter und ihren Kontext identifizieren, ist die Treffergenauigkeit so hoch, dass sie ein echtes Textverständnis suggeriert.⁵

III. Was ist ChatGPT?

ChatGPT ist eine Chat-Applikation neuester Generation, die in der Lage ist, Konversationen in Chat-Form zu führen. Sie ist fähig, sich auf vergangene Nachrichten zu beziehen, Antworten zu präzisieren und zu erklären. Wie oben ausgeführt wurde, ist ChatGPT aber weder in der Lage den Input noch den Output tatsächlich inhaltlich zu verstehen. Trotzdem wirkt die Antwort häufig überzeugend, da sie grammatikalisch fehlerfrei ist und einen engen Bezug zum Input aufweist.⁶

Je mehr relevante Informationen zum spezifischen Thema dem Modell während des Trainings zur Verfügung standen und je präziser die gestellte Frage oder Anweisung lautet, desto eher ist auch die Antwort inhaltlich korrekt. ChatGPT ist also weder eine Suchmaschine noch Wissensdatenbank, sondern eine Applikation, die auf einem Modell zur Generierung von Sprache basiert, deren inhaltliche Richtigkeit nicht garantiert ist. Ein interessantes Phänomen, das bei ChatGPT auftreten kann, wird als «Halluzinieren» bezeichnet.⁷ Wird ChatGPT beispielsweise nach dem Kerngehalt der Versammlungsfreiheit gefragt und soll die Antwort mit Verfassungsartikeln der Schweizer Bundesverfassung belegen,⁸ liefert das Modell eine sprachlich kohärente Antwort und bezieht sich richtig auf Art. 22 BV. Allerdings zitiert es auch frei erfundene Absätze aus Art. 22 BV, die es mit Anführungszeichen als Wortzitate kennzeichnet. Weist man ChatGPT jedoch auf diesen Fehler hin, so kann sich die Applikation auch korrigieren und den Fehler zugeben. Demnach ist es wichtig, dass der Anwender und die Anwenderin ein Grundverständnis von der zu behandelnden Thematik haben, um die Antworten auf ihre Richtigkeit hin überprüfen zu können.

IV. Mögliche Anwendungsfelder von KI und ChatGPT in der anwaltlichen Praxis

Basierend auf den Möglichkeiten von KI und ChatGPT stellt sich unausweichlich die Frage, wie diese den Alltag von Anwältinnen und Anwälten beeinflussen könnten. Werden wir in einem Jahr, in zwei oder in fünf Jahren überhaupt noch Bücher lesen? Werden wir noch eigene Schriftsätze

verfassen oder die Fragen in ChatGPT – oder einer ähnlichen Applikation – formulieren und einen Text durch die Applikation erstellen lassen? Wird unsere anwaltliche Tätigkeit, so wie wir sie bisher kennen, überflüssig?

Unbestritten ist heute, dass die fortschreitende Verbreitung von KI einen erheblichen Einfluss auf die Arbeitsweise und -effizienz haben wird.⁹ Insbesondere im juristischen Bereich ist anzunehmen, dass dieser Einfluss im Alltag spürbar sein wird. Der Einsatz von KI-Modellen verspricht eine Verbesserung sowohl der Effizienz als auch der Qualität juristischer Arbeit.¹⁰ Dieses Kapitel beleuchtet einige der möglichen Anwendungsfelder und schliesst mit einem Selbstversuch ab.

1. Automatisierte Durchsuchung der Rechtsprechung und Lehre

Ein erheblicher Teil der Arbeit in einer Anwaltskanzlei besteht darin, Gesetzestexte, Gerichtsurteile und Fachliteratur zu durchsuchen, um relevante Informationen für spezifische Fälle zu finden. Mit fortschreitender Technologie können KI-Modelle wie das aktuelle Modell GPT-4¹¹ diesen Prozess erheblich effizienter gestalten.

ChatGPT könnte durch entsprechende Systemarchitekturen auf eine eigene Wissensbasis (*engl. Knowledgebase*) zugreifen und diese in die Generierung von Antworten einbeziehen.¹² Dadurch könnte eine Verknüpfung mit einer juristischen Datenbank erfolgen, und es könnten Gesetze, Rechtsprechung und Fachliteratur effektiv durchsucht und die Ergebnisse innert Sekunden geliefert werden.¹³ Durch die Eingabe spezifischer Rechtsfragen oder

Schlüsselbegriffe könnte das Modell gezielt bestimmte Themenbereiche durchsuchen und umfassende Rechercheergebnisse liefern. Darüber hinaus könnte die KI die gefundenen Informationen analysieren und adressatengerecht präsentieren. Beispielsweise könnte das Modell komplexe juristische Texte in eine einfachere Sprache übersetzen (z. B. für den Klientenversand) oder die wichtigsten Punkte aus einem umfangreichen Gerichtsurteil extrahieren.¹⁴ Voraussetzung dafür ist jedoch, dass einerseits Gerichtsurteile und Fachliteratur in digitaler Form verfügbar sind und andererseits, dass eine Kooperation zwischen den Anbietern von KI-Softwarelösungen sowie den klassischen juristischen Datenbanken besteht. Im englischsprachigen Raum gibt es bereits Anwendungen, in denen die KI-basierte Applikation durch einen sogenannten «Copilot» direkt in das Textverarbeitungsprogramm Word integriert wurde, sodass eine nahtlose Einbindung der generierten Texte bei der Erstellung von Schriftsätzen erfolgen kann.¹⁵

Damit die tägliche Arbeit tatsächlich effizienter gestaltet werden kann, ist zudem eine verlässliche Einschätzung der Qualität der generierten Antworten wichtig, wobei diese Einschätzung nicht zwingend vom Endkonsumenten, sondern auch durch ein Tool übernommen werden kann. Startet man beispielsweise auf Google eine Suche mit Begriff «Verschuldenshaftung», werden qualitativ hochwertige juristische Abhandlungen über Art. 41 OR geliefert, aber auch Antworten, die zum Teil inhaltlich falsch oder für das schweizerische Recht irrelevant sind. Wir haben uns daran gewöhnt, die Antworten einer Google-Suchanfrage hinsichtlich ihrer Qualität und Relevanz zu bewerten. Ein ähnlicher Prozess muss noch bei der Nutzung von ChatGPT einsetzen.

2. Vertragsanalyse und -erstellung

Die Analyse von komplexen und langen Verträgen ist eine zeitintensive, aber entscheidende Aufgabe. ChatGPT könnte dabei helfen, Schlüsselklauseln und potenzielle Risiken schnell zu identifizieren, um eine gründliche Vertragsprüfung zu gewährleisten.¹⁶ Darüber hinaus könnte die KI bei der Erstellung von Verträgen assistieren, indem sie Standardklauseln und Vertragsentwürfe generiert. Die Tätigkeit der juristisch geschulten Person würde sich hierbei verändern: weg vom grundsätzlichen Erstellen von Vertragskomplexen hin zur Überprüfung von KI-generiertem Inhalt. Ein besonderes Augenmerk ist hierbei auf die Vertraulichkeit der bearbeiteten Informationen zu legen.¹⁷

3. Kommunikation mit Klienten

Die Integration von KI in die anwaltliche Praxis hat das Potenzial, die Kommunikation mit Klienten zu optimieren und effizienter zu gestalten. ChatGPT könnte eingesetzt werden, um einfache Anfragen von Klienten zu beantworten und allgemeine Rechtsinformationen bereitzustellen.¹⁸ Dies würde es Anwältinnen und Anwälten ermöglichen, ihre Zeit verstärkt in komplexe Aspekte eines Falles zu investieren. Es ist jedoch von grosser Bedeutung, dass eine solche Anwendung einer sorgfältigen Überprüfung unter-

liegt, um potenzielle Missverständnisse und fehlerhafte Rechtsberatung zu vermeiden.

Derzeit (Stand Anfang Juni 2023) ist ChatGPT noch nicht ausreichend entwickelt, um verlässliche Antworten im Schweizer Recht zu liefern.¹⁹ Dennoch ist zu erwarten, dass sich die Fähigkeiten rasch weiterentwickeln und zukünftig auch im Schweizer Recht anwendbar sein werden.

4. Prozessoptimierung

Die Implementierung von KI könnte zu einer erheblichen Optimierung alltäglicher Büroaufgaben in Anwaltskanzleien beitragen. Dies hätte das Potenzial, erhebliche Zeitersparnisse zu ermöglichen und den Arbeitsfluss in der Kanzlei zu optimieren. Beispielsweise könnten Aufgaben wie die Organisation und Planung von Terminen, die Überwachung von Fristen oder das Sortieren von Dokumenten weitgehend automatisiert werden. Dieser Anwendungsbereich kann voraussichtlich schneller implementiert werden, da die Anforderungen an die Prozessoptimierung nicht regional begrenzt sind.

5. Training und Weiterbildung

ChatGPT könnte auch als wertvolles Werkzeug in der juristischen Aus- und Weiterbildung dienen. Durch die Simulation von Fallbeispielen oder die Beantwortung von Fragen zum Rechtssystem könnte das Modell das Lernen unterstützen und interaktiver gestalten.

6. Fazit

Die Integration von KI, ChatGPT und ähnlichen KI-Applikationen könnte eine bedeutende Veränderung in der Arbeitsweise von Anwältinnen und Anwälten bewirken. Durch die Automatisierung zeitaufwendiger Aufgaben wie der Rechtsrecherche würde mehr Zeit für andere Aspekte der anwaltlichen Arbeit frei werden, beispielsweise für die

4 REITER (Fn. 1), S. 986.

5 Generell zu den Leistungen des neuesten Sprachmodells von OpenAI vgl. OPENAI, GPT-4 Technical Report, 2023.

6 Bemerkenswert ist die diesbezügliche Warnung des Herstellers selbst, vgl. insb. unter «Limitations», <<https://openai.com/blog/chatgpt>>, zuletzt abgerufen am 26. 5. 2023.

7 ZHANG ET AL., How Language Model Hallucinations Can Snowball, 2023.

8 Input (ChatGPT May 24 Version): «Was ist der Kerngehalt der Versammlungsfreiheit? Belege deine Antwort mit Artikeln der Schweizer Bundesverfassung.» ChatGPT ist nicht deterministisch; der Output ist daher jedes Mal verschieden, auch bei gleichem Input.

9 VON BÜNAU, Künstliche Intelligenz im Recht. Möglichkeiten und Mythos, in: Breidenbach/Glatz (Hrsg.), Rechtshandbuch Legal Tech, München 2021, S. 71.

10 SCHULZ, in: Schulz/Schunder-Hartung (Hrsg.), Recht 2030, Legal Management in der digitalen Transformation, Frankfurt am Main 2019, S. 35.

11 GPT-4 ist das neueste Sprachmodell von OpenAI, auf dem auch ChatGPT basiert. Zu beachten ist, dass die Version früher oder später überholt sein wird. Die Version 4.0 ist gegen eine geringe Subskriptionsgebühr verfügbar und bietet Zugriff auf die Online-Suchmaschine Bing und verschiedene weitere Funktionen, z. B. die Einspeisung von Inhalten in PDF oder PowerPoint; Vgl. hierzu auch <<https://openai.com/gpt-4>>, zuletzt abgerufen am 7. 6. 2023.

12 Vgl. hierzu <<https://customgpt.ai/data-integration>>, zuletzt abgerufen am 9. 6. 2023.

13 GUBELMANN RETO/HONGLER PETER, How NLP Can Improve the Quality of Arguments in Legal Studies, AJP 2022 S. 349 ff., 349.

14 Vgl. hierzu mit verschiedenen Beispielen PERLMANN ANDREW, The Implications of ChatGPT for Legal Services and Society, Harvard Law School, März/April 2023, verfügbar unter: clp.law.harvard.edu, zuletzt abgerufen am 4. 6. 2023.

15 Thomson Reuters Institute, Thomson Reuters and Microsoft 365 Copilot, verfügbar unter <<https://www.thomsonreuters.com/en/artificial-intelligence/thomson-reuters-microsoft-copilot.html>>, zuletzt abgerufen am 11. 6. 2023.

16 Im englischsprachigen Raum ist dies bereits möglich, vgl. Fn. 15. In der Schweiz kommen neue Anbieter auf den Markt, die diese Leistungen auch anbieten möchten, z. B. Legartis Technology AG, <https://www.legartis.ai/de/ai-contract-review>, zuletzt abgerufen am 11. 06. 2023, oder Elle <<https://elle.lawyer/de/>>, zuletzt abgerufen am 11. 6. 2023.

17 Thomson Reuters Institute, ChatGPT and Generative AI within Law Firms, 2023, verfügbar unter: <<https://www.thomsonreuters.com/en-us/posts/wp-content/uploads/sites/20/2023/04/2023-ChatGPT-Generative-AI-in-Law-Firms.pdf>>, zuletzt abgerufen am 11. 6. 2023.

18 GRAVENITZ ALBRECHT V., Mit ChatBots arbeiten, aber richtig!, verfügbar unter: https://opus4.kobv.de/opus4-fizbw/frontdoor/deliver/index/docId/123/file/2023-03-30_ChatGPT.pdf, zuletzt abgerufen am 11. 6. 2023.

19 Vgl. hierzu: FRITSCHE CLAUDIO, Kognitive Fähigkeiten von ChatGPT bei juristischen Fragestellungen, AJP 2023, S. 576 ff.

Entwicklung von Strategien, die Beratung der Klientschaft oder die Vertretung vor Gericht. Es ist jedoch wichtig zu betonen, dass trotz den vielversprechenden Möglichkeiten der KI der menschliche Faktor in der Rechtspraxis unverzichtbar bleibt. KI-Modelle können zwar bei der Datenanalyse und Informationsbeschaffung unterstützen, jedoch bleibt es nach wie vor Aufgabe von Anwältinnen und Anwälten, diese Informationen zu bewerten, zu interpretieren und in ihren rechtlichen Kontext einzuordnen.

Daher wird die Rolle des Rechtsanwaltes oder der Rechtsanwältin nicht überflüssig, sondern wandelt sich zu einer noch stärkeren Berater- und Strategierolle, während repetitive Aufgaben zunehmend von KI übernommen werden könnten.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass KI-Modelle wie ChatGPT das Potenzial haben, die tägliche Arbeit von Anwälten und Anwältinnen erheblich zu erleichtern und effizienter zu gestalten. Jedoch ist es wichtig anzumerken, dass ChatGPT nicht darauf abzielt, die anwaltliche Tätigkeit zu ersetzen, sondern vielmehr als intelligente Applikation zu ergänzen.

V. Selbstversuch: E-Mail an Klientin

Im nachfolgenden Selbstversuch wird geprüft, ob ChatGPT in der Lage ist, selbstständig eine E-Mail an die Klientin zu verfassen mit der nachfolgenden *Aufgabenstellung*: «Verfasse eine E-Mail einer auf Strafrecht spezialisierten Rechtsanwältin an eine Klientin mit den notwendigen Fragen zur Ausarbeitung einer Strafanzeige wegen Verleumdung.»²⁰

Ergebnis:

Betreff: Notwendige Informationen zur Ausarbeitung Ihrer Strafanzeige wegen Verleumdung

Sehr geehrte Frau [Klientin],

ich hoffe, diese Nachricht erreicht Sie in bester Gesundheit. Bezüglich Ihrer Anfrage zur Ausarbeitung einer Strafanzeige wegen Verleumdung benötige ich einige zusätzliche Informationen, um sicherzustellen, dass wir den stärksten möglichen Fall für Sie aufbauen.

Bitte beantworten Sie die folgenden Fragen so detailliert wie möglich:

- 1. Können Sie bitte den genauen Inhalt der verleumderischen Aussage(n) angeben? Es ist wichtig, dass wir die genauen Worte kennen, die verwendet wurden.*
- 2. Wer hat diese Aussagen gemacht? Bitte geben Sie den vollständigen Namen und alle bekannten Kontaktdaten der betreffenden Person an.*
- 3. Wann und wo wurden diese Aussagen gemacht? Bitte geben Sie das genaue Datum, die Uhrzeit und den Ort an, an dem die Aussagen gemacht wurden. Wenn die Aussagen online gemacht wurden, bitte ich Sie, die URL oder den Screenshot der Aussagen bereitzustellen.*

- 4. Gibt es Zeugen, die die Aussagen gehört oder gesehen haben? Wenn ja, bitte ich Sie, ihre Namen und Kontaktdaten anzugeben.*
- 5. Haben Sie Beweise dafür, dass die Aussagen falsch sind? Bitte teilen Sie alle relevanten Informationen oder Dokumente, die die Falschheit der Aussagen belegen können.*
- 6. Können Sie den Schaden, den Sie durch diese Aussagen erlitten haben, näher beschreiben? Dies kann emotionaler, finanzieller oder beruflicher Schaden sein.*

Ihre Antworten auf diese Fragen werden uns dabei helfen, eine gründliche und effektive Strafanzeige zu erstellen. Bitte antworten Sie auf diese E-Mail oder rufen Sie mich an, wenn Sie Fragen haben oder weitere Informationen benötigen.

Ich danke Ihnen im Voraus für Ihre Zusammenarbeit und freue mich darauf, Sie in dieser Angelegenheit zu unterstützen.

Mit freundlichen Grüßen,

[Ihr Name]

Rechtsanwältin für Strafrecht

Dieses Fallbeispiel zeigt die Fähigkeit von ChatGPT, eine ausführliche E-Mail mit den relevanten Fragen für die Ausarbeitung einer Strafanzeige an die Klientin auszuformulieren und die Form einer E-Mail samt Betreff einzuhalten. Auch wenn die E-Mail nicht fehlerfrei ist, deckt sie die wichtigsten Inhalte ab.

VI. Ein Ausblick

«A New York lawyer is facing a court hearing of his own after his firm used AI tool ChatGPT for legal research», titelte BBC News auf ihrer Website am 27. 5. 2023.²¹

Hintergrund dieser Schlagzeile: Ein amerikanischer Rechtsanwalt vertraute blind auf die Recherchefähigkeiten von ChatGPT. Der Rechtsanwalt hatte nicht damit gerechnet, dass ihm ChatGPT erfundene und damit falsche Gerichtssentscheide als Rechercheergebnisse präsentieren und er seine Argumente auf *fake case law* basieren würde. Hinzu kam, dass der Rechtsanwalt ChatGPT nicht als Quelle gegenüber dem Gericht für seine Recherche offengelegt hatte.

Dieser Fall, der Ende Mai 2023 weltweit durch die mediale Berichterstattung publik wurde, soll für die Schweizer Anwaltschaft als Warnschuss gelten.

Auf den ersten Blick stellt ChatGPT eine riesige Datenbank dar, die mit scheinbar «richtigen» Informationen aus der ganzen Welt gefüllt ist. Doch dieser Schein trügt. Im

²⁰ ChatGPT, OpenAI, <<https://chat.openai.com/chat>>, zuletzt abgerufen am 4. 6. 2023.

²¹ <<https://www.bbc.com/news/world-us-canada-65735769>>, zuletzt abgerufen am 4. 6. 2023.

Gegensatz zu herkömmlichen juristischen Datenbanken, bei denen Aufsätze, Kommentierungen oder Gerichtsurteile mit verifizierten Hinweisen auf die Urheberschaft versehen sind, generiert ChatGPT in einem ersten Schritt Texte oder Rechercheergebnisse ohne einen Hinweis auf eine Urheberschaft. Fragt der ChatGPT-Nutzer in einem nächsten Schritt nach der Quelle zu der soeben erhaltenen Information, generiert ChatGPT beispielsweise eine Fallnummer für einen Bundesgerichtsentscheid. Die Fallnummer sieht zunächst «echt» und «richtig» aus. Versucht der Nutzer, das ChatGPT-Rechercheergebnis jedoch anhand der erhaltenen Fallnummer zu verifizieren, kann – je nachdem – eine unendliche Suche daraus resultieren, da der Gerichtssentscheid unter der angegebenen Fallnummer nicht existiert; gleich wie im Fall des amerikanischen Rechtsanwaltes. Verschiedene Selbstversuche der Autorenschaft haben diese These teilweise bestätigt.

ChatGPT soll deshalb aber nicht gleich verteufelt und als neues Werkzeug bzw. Rechercheinstrument an den Nagel gehängt werden. Die Verwendung erfordert vielmehr eine kritische und fundierte Auseinandersetzung mit den erhaltenen Rechercheergebnissen bzw. eine Inhaltskontrolle des generierten Textes. Hinzu kommt, dass die Verwendung von ChatGPT Anwälte und Anwältinnen nicht davon entbindet, Sachverhalte aufzuarbeiten und rechtlich eigenständig zu würdigen. Schliesslich erfordert die rechtliche Würdigung eines Sachverhaltes nach wie vor das Verständnis der rechtlichen Grundlagen und anwendbaren Gesetze, um überhaupt überprüfen zu können, ob ChatGPT ein rechtlich «richtiges» oder «vertretbares» Ergebnis präsentiert.

Es ist zu erwarten, dass ChatGPT in den kommenden Monaten und Jahren qualitativ verbesserte Rechercheergebnisse präsentieren wird und die dazugehörigen Quellenangaben ein immer besseres Niveau erreichen werden, weshalb ChatGPT sehr wohl zu einem wichtigen Rechercheinstrument für die Anwaltschaft werden dürfte. Wenn sich Anwälte und Anwältinnen entscheiden, mithilfe von ChatGPT zu arbeiten, und die Rechercheergebnisse auch nach aussen verwendet werden sollen, stellen sich sodann Fragen nach der korrekten Zitierweise. So hat bspw. die Universität St. Gallen (HSG) die einzureichende Deklaration der Autorenschaft für das Verfassen von akademischen Arbeiten in Bezug auf die Verwendung von ChatGPT angepasst.²² Auch *Cambridge University Press* hat betreffend die Verwendung von KI-Werkzeugen (wie ChatGPT) Richtlinien erlassen: Der Einsatz von KI muss in Veröffentlichungen wie Forschungsarbeiten angegeben und klar erläutert werden, so wie es von Wissenschaftlern auch bei anderen Softwareprogrammen, Werkzeugen und Methoden erwartet wird. Hinzu kommt, dass die Verwendung von KI nicht gegen die Plagiatsrichtlinien verstossen und damit zu Urheberrechtsverletzungen führen darf.²³

Ob und wie die Schweizerische Eidgenossenschaft bzw. die Bundes- und die Kantonsbehörden die Verwendung von KI in der nahen Zukunft regulieren und/oder kontrollieren werden, bleibt abzuwarten. Der Eidgenössische Datenschutz- und Öffentlichkeitsbeauftragte (EDÖB)

empfiehlt bei der Nutzung von KI-Werkzeugen bereits seit dem 4. 4. 2023 (nachdem die italienischen Behörden zeitweise die Verwendung von ChatGPT verboten hatten) einen bewussten Umgang und erinnert an die Pflichten bei der Bearbeitung von Personendaten: «Nutzerinnen und Nutzern rät der EDÖB deshalb, vor der Eingabe von Text oder Hochladen von Bildern zu prüfen, für welche Zwecke sie bearbeitet werden. Unternehmen, die KI-gestützte Anwendungen einsetzen wollen, müssen ihrerseits sicherstellen, dass dabei die datenschutzrechtlichen Anforderungen eingehalten werden. Dazu gehört insbesondere, dass die Nutzerinnen und Nutzer transparent und verständlich darüber informiert werden, welche Daten für welche Zwecke und auf welche Art und Weise bearbeitet werden.»²⁴

Bereits im Jahr 2018 hat der Bundesrat als Teil seiner Strategie «Digitale Schweiz» eine KI-Arbeitsgruppe ins Leben gerufen. Zwei Jahre später verabschiedete der Bundesrat KI-Leitlinien für die Bundesverwaltung. «Die sieben Leitlinien für den Umgang mit KI bieten der Bundesverwaltung sowie den Trägern von Verwaltungsaufgaben des Bundes einen allgemeinen Orientierungsrahmen und sollen eine kohärente Politik in Bezug auf KI gewährleisten.»²⁵ Die Schweizer Leitlinien, die das Wohl und die Würde des Menschen und das Gemeinwohl an erster Stelle nennen, orientieren sich an bereits bestehenden Richtlinien zu KI auf internationaler Ebene (EU, Europarat und OECD).²⁶

Nachdem die EU zunächst KI-Richtlinien ausgearbeitet hatte, arbeitet sie bereits seit zwei Jahren an der konkreten Regulierung von KI²⁷ und nimmt damit weltweit eine Vorreiterrolle ein. Am 11. 5. 2023 nahmen der «Binnenmarktausschuss» und der «Ausschuss für bürgerliche Freiheiten» in Strassburg den Entwurf des Verhandlungsmandats für Regeln zu KI an. In einem nächsten Schritt ist die Billigung des Entwurfs durch das Europäische Parlament notwendig, bevor die Verhandlungen über den definitiven Gesetzeswortlaut beginnen können. Es bleibt abzuwarten, wie lange es dauern wird, bis die EU verbindliche Regeln zu KI erlassen wird. Den Medien war am 2. 6. 2023 zu entnehmen, dass die KI-Regulierung gemäss Angaben der EU-Kommission erst in zweieinhalb Jahren ihre Wirkung entfalten dürften. «Bis dahin will die EU-Behörde Konzerne

²² <<https://shsg.ch/clubs/news/6411bf413e167a85fe01df93>>, zuletzt abgerufen am 4. 6. 2023.

²³ <<https://www.cambridge.org/core/services/authors/publishing-ethics/research-publishing-ethics-guidelines-for-journals/authorship-and-contributorship#ai-contributions-to-research-content>>, zuletzt abgerufen am 4. 6. 2023.

²⁴ <https://www.edoeb.admin.ch/edoeb/de/home/kurzmeldungen/20230404_chatgpt.html>, zuletzt abgerufen am 4. 6. 2023.

²⁵ <<https://www.sbfi.admin.ch/sbfi/de/home/dienstleistungen/publikationen/publikationsdatenbank/s-n-2020-6/s-n-2020-6f.html>>, zuletzt abgerufen am 5. 6. 2023.

²⁶ <<https://www.sbfi.admin.ch/sbfi/de/home/dienstleistungen/publikationen/publikationsdatenbank/s-n-2020-6/s-n-2020-6f.html>>, zuletzt abgerufen am 5. 6. 2023.

²⁷ Vgl. Vorschlag für eine Verordnung des Europäischen Parlaments und des Rates zur Festlegung Harmonisierter Vorschriften für Künstliche Intelligenz (Gesetz über Künstliche Intelligenz) und zur Änderung bestimmter Rechtsakte der Union vom 21. 4. 2021.

wie Google oder den ChatGPT-Anbieter OpenAI binnen Monaten zu einer freiwilligen Selbstkontrolle verpflichten».²⁸ Da sich die Schweiz bereits betreffend die KI-Richtlinien an der EU orientiert hat, ist zu erwarten, dass sie auch in Sachen KI-Regulierung auf den EU-Regulierungszug aufspringen wird.

Für eine Regulierung von KI hat sich auch der Geschäftsführer (Sam Altman) von OpenAI, der Erfinderin von ChatGPT, ausgesprochen. Am 16.5.2023 betonte er vor Mitgliedern eines Sub-Komitees des Senats der Vereinigten Staaten die Notwendigkeit, die immer leistungsfähigere KI-Technologie zu regulieren: *«I think if this technology goes wrong, it can go quite wrong. And we want to be vocal about that, [...]. We want to work with the government to prevent that from happening»*.²⁹

Letztlich ist wesentlich, dass die Anwaltschaft sowie die Gesellschaft als Ganzes ein Bewusstsein dafür entwickelt (wofür die Regulierung von KI hilfreich sein dürfte) und bewahrt, dass im konkreten Fall ChatGPT eine Maschine ist, die bereits eingespeiste Texte rezykliert, ohne dabei die Ethik, die Moral und die Werte der bereits eingespeisten und neu generierten Texte zu überprüfen. Diese generierten Informationen stammen je nach Betrachtungsweise von politischen Strömungen oder basieren auf Weltanschauungen, die nicht notwendigerweise mit den eigenen Wertevorstellungen übereinstimmen. Dementsprechend sind die generierten Texte von ChatGPT auch im Licht der bundesverfassungsrechtlich geschützten Menschenwürde einer kritischen Prüfung und Würdi-

gung zu unterziehen, damit das Individuum Mensch Subjekt bleibt und nicht zum blossen Objekt verkommt.

PS: Wir haben ChatGPT abschliessend gebeten, unseren Beitrag wie folgt zusammenzufassen:³⁰

- **Aufgabenstellung:**

«Verfasse einen knappen, bissigen, zynischen, spöttischen und ironischen Tweet als Kritik für den nachstehenden Text (...)»

- **Hier das Ergebnis:**

«Endlich können Anwälte ihre langweilige Arbeit an KI-Modelle wie ChatGPT abgeben und sich wichtigeren Aufgaben wie dem Kaffeetrinken widmen. Wer braucht schon menschliche Expertise, wenn man sich auf algorithmische Halluzinationen verlassen kann? #GoodbyeLawyers #HelloChatGPT».

²⁸ <<https://www.derstandard.at/story/3000000172948/tursky-draengt-auf-rasche-umsetzung-der-ki-regulierung>>, zuletzt abgerufen am 5. 6. 2023.

²⁹ <<https://www.nytimes.com/2023/05/16/technology/openai-altman-artificial-intelligence-regulation.html>>, zuletzt abgerufen am 5. 6. 2023.

³⁰ ChatGPT, OpenAI, <<https://chat.openai.com/chat>>, zuletzt abgerufen am 4. 6. 2023.

Anzeige*

Adressen für Anwälte

SFC SWISS FORENSIC & COMPLIANCE

**Asset Tracing
Due Diligence
Corporate Intelligence**

Rue de la Grotte 6
1003 Lausanne
www.sfc.services

LUGDUNUM NUMISMATIK



MÜNZEN & MEDAILLEN / BERATUNG / SCHÄTZUNG

LUGDUNUM GmbH / Dr. Jonas Emmanuel Flueck
Bielstrasse 3 - 4500 Solothurn (Schweiz)
T. 032 554 03 30 - info@lugdunum-numismatik.com



* Keine offizielle Empfehlung des SAV